

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple, Un But, Une Foi

-----

MINISTRE DU COMMERCE DE L'ENTREPREUNARIAT  
ET DU SECTEUR INFORMEL

---

**NEUVIEME CONFERENCE MINISTERIELLE DE L'OMC**

## **DECLARATION DU SENEGAL**

**PAR MONSIEUR ALIOUNE SARR**

**MINISTRE DU COMMERCE DE L'ENTREUPRENARIAT  
ET DU SECTEUR INFORMEL**

**Monsieur le Président,**

**Mesdames, Messieurs les Ministres,**

**Mesdames, Messieurs.**

Je voudrais, tout d'abord, m'associer aux délégations qui m'ont précédé pour exprimer, au nom de S.E. Monsieur Macky SALL, Président de la République du Sénégal, de Madame le Premier Ministre et de l'ensemble du gouvernement, toute ma gratitude aux autorités indonésiennes pour la parfaite organisation de la Conférence et l'hospitalité qui m'a été réservée ainsi que la délégation qui m'accompagne, depuis notre arrivée à Bali.

**Monsieur le Président,**

**Mesdames, Messieurs les Ministres**

**Mesdames, Messieurs,**

Au sortir de Doha, la plupart des Membres avaient placé beaucoup d'espoir dans le Programme de travail qui constitue une occasion historique pour placer le commerce au cœur des questions de développement.

Malheureusement, au stade actuel de l'évolution des négociations, il y a lieu de regretter l'absence de progrès substantiels dans la réalisation de ce programme à cause des manquements notables relevés par rapport aux échéances fixées mais, également, du fait de l'insuffisance des résultats enregistrés.

Bali doit marquer une rupture positive et traduire en acte notre volonté commune de nous élever au dessus de nos divergences actuelles, importantes certes, mais pas insurmontables, surtout lorsque nous avons à l'esprit l'étendue des besoins réels des populations, en particulier les plus pauvres du monde, qu'une conclusion du cycle de Doha permettrait de résoudre.

Le monde entier attend le message que nous lancerons depuis cette belle île de Bali.

Tous les membres de l'OMC doivent s'impliquer avec ardeur à la conclusion du Cycle de Doha et une étape essentielle à franchir, si nous voulons redorer le blason de notre Organisation, réside dans l'obtention d'un résultat positif sur le paquet de Bali dans ses différentes composantes.

Autrement, le système commercial multilatéral serait fortement discrédité avec comme conséquence, la prolifération d'accords bilatéraux,

régionaux et plurilatéraux fort préjudiciables aux pays les plus faibles.

**Monsieur le Président**  
**Mesdames, Messieurs les Ministres**  
**Mesdames et Messieurs,**

Le Sénégal, à l'instar des PMA, souhaite que les négociations sur la facilitation des échanges aboutissent à un accord équilibré conciliant les disciplines contraignantes avec la nécessité de renforcer les capacités des pays en développement et des PMA pour qu'ils puissent faire face à leurs engagements.

Sur la question des subventions à l'exportation des produits agricoles, notre pays appuie fortement la proposition du G20 visant à leur suppression compte tenu de leur caractère distorsif sur les échanges commerciaux et de leur incidence négative sur le développement agricole durable des pays en développement en général et ceux d'Afrique, en particulier.

En ce qui concerne la sécurité alimentaire, notre pays soutient la position du G33 consistant à ne pas inclure dans le calcul de la mesure globale de soutien (MGS), la constitution de stocks de produits alimentaires par les pays en développement et les PMA dans le but de soutenir les producteurs à faible revenu ou dotés de ressources limitées.

En effet, cette proposition relative à la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire va dans le sens de pouvoir apporter une assistance à nos petits producteurs en vue d'atténuer leur situation de pauvreté.

Par ailleurs, le Sénégal souhaite, en tant que PMA :

- la possibilité de recourir à des mesures de soutiens pour lutter contre la pauvreté, minimiser l'impact de la volatilité des prix, et augmenter la productivité ;
- la mise en œuvre de l'accès en franchise de droits et sans contingents aux marchés des pays développés et ceux des Pays en Développement en mesure de le faire, sur une base durable ;
- la simplification et l'harmonisation des règles d'origine ;

- des avancées sur le dossier du coton dont le traitement n'est, pour le moment, ni rapide, ni ambitieux, ni spécifique, malgré les engagements pris depuis juillet 2004 ;
- la mise en œuvre des décisions ministérielles relatives aux services invitant les pays développés à ouvrir les secteurs et modes de fourniture qui présentent des avantages pour les PMA.

Dans le domaine de la coopération technique et du renforcement des capacités, le Sénégal a été éligible, en tant que PMA, au Programme du Cadre intégré Renforcé .

C'est le lieu, pour moi, de renouveler mes sincères remerciements aux différentes organisations internationales ainsi qu'aux partenaires au développement multilatéraux et bilatéraux pour l'appui déjà apporté à la mise en œuvre de ce programme.

Je lance un vibrant appel à nos partenaires au développement pour le renforcement de l'appui au Cadre Intégré Renforcé dont l'objectif ultime est d'aider les PMA à mieux intégrer le système commercial multilatéral et à tirer meilleur profit du commerce mondial.

Pour conclure, je réitère ma conviction que la dimension du développement doit demeurer une surpriorité dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Doha.

À cet égard, j'exhorte les Membres à faire en sorte que les questions de développement en suspens soient résolues le plus rapidement possible.

Je vous remercie de votre attention.